

**COUR SUPÉRIEURE  
(CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES)**

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

NO : 500-06-000952-180

DATE : Le 1<sup>er</sup> septembre 2021

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE MARTIN F. SHEEHAN, J.C.S.**

---

**LOUISE SOLKIN**, es qualité liquidatrice de **FEU WOLF WILLIAM SOLKIN**  
et  
**FEU JOYCE SAUNDERS SALMON**  
et  
**FEU EARL KENNEDY**  
Demandeurs

c.  
**PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**  
et  
**PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC**  
et  
**CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX L'OUEST-DE-  
L'ÎLE-DE-MONTRÉAL**  
Défendeurs  
et  
**FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**  
Mis en cause

---

**JUGEMENT**

---

JS 1699

[1] Les demandeurs demandent la permission de prolonger la date limite pour soumettre une demande de réclamation.

[2] Au soutien de leur demande, ils soumettent une déclaration assermentée de l'administrateur des réclamations, Mazars Conseils inc. L'administrateur y indique que, malgré les efforts effectués à ce jour, sur 505 membres éligibles, seulement 262 ont fait parvenir une demande d'indemnisation. Sur les 243 membres restants, Mazars Conseils inc. n'a eu aucun contact avec 119 d'entre eux.

[3] Il s'en suit que, sur un fonds de règlement de 19 000 000 \$, une somme de 4 628 595 \$ a été distribuée aux avocat.e.s du groupe, 6 613 699 \$ aux 262 membres qui ont présenté une réclamation et qu'un montant de 7 757 706 \$ reste à distribuer.

[4] La Cour d'appel nous enseigne que toute distribution d'un reliquat à des tiers doit être faite dans l'intérêt des membres. Cela implique qu'avant de procéder à une telle distribution, le tribunal doit être convaincu que la liquidation individuelle ou la distribution aux membres est « impraticable, inappropriée ou trop onéreuse ». Cette règle s'applique tant à une attribution du reliquat qui survient après distribution aux membres (en vertu de l'article 596 C.p.c.) qu'à une distribution qui survient sans distribution aux membres (en vertu de l'article 597 C.p.c.). « Ainsi, il incombe au tribunal qui constate qu'un reliquat subsiste à la suite (en aval) d'une liquidation ou d'une distribution, de considérer des mesures correctrices permettant de liquider individuellement ou de distribuer le recouvrement collectif aux membres (campagnes d'information additionnelles, augmentation des distributions aux membres qui se sont manifestés, nouvelles règles de liquidation ou de distribution, etc.) avant d'envisager une attribution à un tiers. »<sup>1</sup>

[5] En tenant compte de cet objectif, il y a lieu de prolonger le délai de réclamation afin de permettre à l'administrateur et aux avocat.e.s du groupe de bonifier la distribution aux membres à qui le fonds de règlement est principalement destiné.

[6] Les demandeurs requièrent une extension jusqu'au 15 octobre 2021. Les défendeurs ne s'y opposent pas.

[7] Le délai demandé est raisonnable. Si le résultat des efforts d'ici là n'est toujours pas satisfaisant, d'autres mesures devront alors être envisagées pour maximiser la distribution du fonds de règlement.

[8] Les efforts accomplis à ce jour et ceux à venir impliquent un ajustement de la réserve prévue pour les frais de l'administrateur.

#### **POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[9] **ACCUEILLE** la présente demande;

[10] **PROLONGE** la date limite pour produire une demande de réclamation prévue à la section 3.2.1. de l'entente de règlement du 31 août 2021 au 15 octobre 2021 à minuit;

---

<sup>1</sup> *Option consommateurs c. Infineon Technologies*, 2019 QCCA 2132, par. 48 à 52. Voir aussi *Handicap-Vie-Dignité c. Résidence St-Charles-Borromée, CHSLD Centre-ville de Montréal*, 2017 QCCS 935, par. 45-46;

[11] **AUTORISE** Mazars Conseils inc., à titre d'administrateur des réclamations, à transmettre à toutes les personnes apparaissant sur la liste des non-répondants, jointe à la demande comme Annexe B, un avis les informant que le délai pour produire une réclamation a été prolongé jusqu'à minuit le 15 octobre 2021;

[12] **APPROUVE** les avis informant les membres que délai pour le dépôt d'une réclamation a été prolongé au 15 octobre 2021 à minuit (en français et en anglais) dans une forme substantiellement similaire aux avis annexés au présent jugement;

[13] **AJUSTE** la provision prévue pour les frais de l'administrateur de 200 000 \$ à 225 000 \$;

[14] **LE TOUT** sans frais de justice.

---

**MARTIN F. SHEEHAN, J.C.S.**

M<sup>e</sup> Laurent R. Kanemy  
**SERVICES JURIDIQUES LAURENT KANEMY INC.**  
Avocats conjoints du demandeur

M<sup>e</sup> Michel Savonitto  
M<sup>e</sup> Julie Savonitto  
**SAVONITTO & ASS. INC.**  
Avocats conjoints du demandeur

M<sup>e</sup> Ian Demers  
M<sup>e</sup> Amelia Couture  
M<sup>e</sup> Sébastien Gagné  
M<sup>e</sup> Marie Ève Sirois-Vaillancourt  
**MINISTÈRE DE LA JUSTICE (CANADA)**  
Avocats du défendeur Procureur général du Canada

M<sup>e</sup> Gaëlle Missire  
M<sup>e</sup> Anne-Sophie Bordeleau-Roy  
**MINISTÈRE DE LA JUSTICE (QUEBEC)**  
Avocats du défendeur Procureur général du Québec

M<sup>e</sup> Jean-François Pedneault  
M<sup>e</sup> Stéphanie Rainville  
M<sup>e</sup> Christophe Savoie  
**MONETTE, BARAKETT**  
Avocats du défendeur CIUSSS de l'Ouest-de-Île-de-Montréal

M<sup>e</sup> Frikia Belogbi  
**FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**  
Avocate du mis en cause Fonds d'aide aux actions collective

## (AVIS AUX MEMBRES EN FRANÇAIS)

**UN JUGEMENT AUTORISANT LA PROLONGATION DU DÉLAI POUR LE DÉPÔT D'UNE RÉCLAMATION A ÉTÉ RENDU LE 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2021 DANS LE CADRE DE L'ACTION COLLECTIVE CONCERNANT LES VÉTÉRANS AYANT RÉSIDÉ OU QUI RÉSIDENT TOUJOURS À L'HÔPITAL SAINTE-ANNE DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2016**

**CE JUGEMENT POURRAIT AVOIR DES RÉPERCUSSIONS SUR VOUS**

**LISEZ ATTENTIVEMENT CET AVIS, IL EXPLIQUE LE JUGEMENT ET DE QUELLE FAÇON CELUI-CI AFFECTE VOS DROITS LÉGAUX**

Le Tribunal a approuvé la convention de règlement et transaction (la « **Transaction** ») intervenue entre les demandeurs Feu Wolf William Solkin, Louise Solkin, Feue Joyce B. Saunders Salmon et Feu Earl Joseph Kennedy (les « **Demandeurs** ») et les Défendeurs le Procureur général du Canada, le Procureur général du Québec et le Centre Intégré Universitaire de Santé et de Services Sociaux de l'Ouest-de-l'Île de Montréal (collectivement les « **Défendeurs** ») concernant l'action collective instituée par le Demandeur dans le dossier de Cour n° : 500-06-000952-180 (l'« **Action collective**») alléguant que les Défendeurs ont fait défaut de maintenir le niveau de soins et de services que les Anciens combattants recevaient à l'Hôpital Sainte-Anne avant la cession de celui-ci à un établissement de santé et de services sociaux de la province.

Le Tribunal a également approuvé les honoraires professionnels des avocats et nommé la firme Mazars conseils inc. (« **Mazars** ») à titre d'administrateur des réclamations des membres ou représentant de membres.

### **A. Quel est le but de cet avis ?**

Le but de cet avis est de vous aviser que le Tribunal a prolongé le délai pour le dépôt d'une réclamation au **15 octobre 2021 à minuit.**

### **B. Qui est membre du groupe visé par le présent avis ?**

Les membres du Groupe seront affectés par la Transaction. Vous êtes un « **Membre du Groupe** » si vous entrez dans la définition suivante :

« Toutes les personnes qui sont ou qui étaient des Anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale ou de la Guerre de Corée et qui étaient résidentes à l'Hôpital Sainte-Anne à partir du 1<sup>er</sup> avril 2016 ou après, ainsi que leurs héritiers et/ou ayants droit. »

### **C. Comment déposer une réclamation**

Vous trouverez, joint au présent Avis, les modalités de réclamation, le formulaire à remplir afin de présenter une réclamation, la liste des documents à joindre à ce formulaire, le cas échéant, et l'endroit où transmettre votre réclamation, que ce soit par la poste, par courriel ou par fax. Votre réclamation doit être transmise avant minuit le **15 octobre 2021** à Mazars à l'adresse suivante :

**Mazars Conseils financiers  
215, rue Saint-Jacques, bureau 1200  
Montréal (Québec) H2Y 1M6**

**OU**

**Par courriel à l'adresse suivante : [anciencombattant@mazars.ca](mailto:anciencombattant@mazars.ca)**

**OU**

**Par fax à l'adresse suivante : (514) 845-3859**

Les Membres qui auront soumis leur réclamation accompagnée des documents requis et dont la réclamation aura été acceptée par l'Administrateur auront chacun droit à une part du montant du Règlement calculée sur la base du nombre de jours-présence qu'ils ont passé à l'Hôpital Ste-Anne du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 octobre 2020, multiplié par un montant identique qui sera déterminé de façon définitive une fois que toutes les preuves de réclamations auront été traitées.

Une copie du jugement rendu le 1<sup>er</sup> septembre 2021 est jointe au présent avis et est également disponible sur le site internet à l'adresse [www.savonitto.com](http://www.savonitto.com).

#### **D. Qui sont les avocats représentant les Membres du Groupe?**

Les cabinets d'avocats **Services Juridiques Laurent Kanemy inc.** et **Savonitto & Ass. inc.** sont les procureurs des Membres du Groupe et leurs coordonnées sont les suivantes :

##### **Services Juridiques Laurent Kanemy inc.**

M<sup>e</sup> Laurent Kanemy

Tél. : (514) 843-4855

Courriel : [lkandemy@ncc-lex.com](mailto:lkandemy@ncc-lex.com)

##### **Savonitto & Ass. inc.**

M<sup>e</sup> Michel Savonitto

M<sup>e</sup> Julie Savonitto

Tél. : (514) 843-3125

Courriel : [veterans@savonitto.com](mailto:veterans@savonitto.com)

#### **E. Comment puis-je poser des questions?**

Pour plus d'information, veuillez visiter le site internet [www.savonitto.com](http://www.savonitto.com)

Si vous avez des questions auxquelles vous ne trouvez pas de réponse sur le site internet, veuillez communiquer par courriel ou par téléphone avec Mazars ou les procureurs des Membres du Groupe aux coordonnées ci-dessus.

#### **F. Interprétation**

Cet avis est un résumé du jugement rendu le 1<sup>er</sup> septembre 2021. En cas de conflit entre cet avis et le jugement, celui-ci prévaut.

**VEUILLEZ NE PAS APPELER LES DÉFENDEURS ET/OU LE TRIBUNAL À  
PROPOS DE CETTE ACTION COLLECTIVE.**

**Cet avis a été approuvé par la Cour supérieure du Québec**

**(AVIS AUX MEMBRES EN ANGLAIS)**

**A JUDGMENT AUTHORIZING THE EXTENSION OF THE DELAY IN WHICH CLAIMS MAY BE SUBMITTED HAS BEEN RENDERED ON SEPTEMBER 1<sup>st</sup>, 2021, IN THE CLASS ACTION INVOLVING THE VETERANS WHO CURRENTLY RESIDE OR HAVE RESIDED AT SAINTE-ANNE HOSPITAL SINCE APRIL 1<sup>st</sup>, 2016.**

**THIS JUDGMENT MAY HAVE SOME IMPACT ON YOU.**

**PLEASE READ THIS NOTICE CAREFULLY, AS IT DESCRIBES THE JUDGMENT AND EXPLAINS HOW IT COULD AFFECT YOUR LEGAL RIGHTS.**

The Court approved the Settlement and Transaction (the “**Transaction**”) arrived at between the late Wolf William Solkin, Louise Solkin, es qualite liquidator to the estate of the late Wolf William Solkin, the late Joyce B. Saunders Salmon and the late Earl Kennedy (hereinafter, the « **Applicants** ») and Attorney General of Canada, the Attorney General of Québec, and the *Centre Intégré Universitaire de Santé et de Services Sociaux* of the West Island of Montréal (hereinafter, considered collectively, as the « **Defendants** »), in regards to the class action introduced by the Applicant under case file number 500-06-000952-180 (hereinafter, the « **Class Action** »), in which it was alleged that the Defendants failed to maintain the level of care and service the Veterans received from Sainte-Anne Hospital before it was transferred to a provincial health and social services centre.

The Court has also approved the legal fees of the attorneys and has named the firm Mazars consultants inc. (“**Mazars**”) as administrators of the Members of Representatives of members.

**A. What is the purpose of this notice?**

This notice is to inform you that the delay to submit your claim in the present settlement has been extended until **October 15, 2021, at midnight.**

**B. Who can be considered a member of the class covered by this notice?**

All members of the Class will be impacted by the proposed Settlement. Will be considered a « **Member of the Class** » anyone who fits within the following definition:

« Any and all individuals who are or were Veterans of the Second World War or of the Korean War, and who resided at Sainte-Anne Hospital at any time as of April 1<sup>st</sup>, 2016, or thereafter, as well as their heirs, successors, and assigns. »

**C. How do you file a claim?**

Attached to this notice you will find the different ways in which you can file a claim, the form to fill in order to present your claim, a list of documents that need to be attached to the form, and where to submit your claim (i.e. by either fax, mail or email). Your claim must be filed before midnight on **October 15, 2021,** with Mazars, at the following address:

**Mazars Consultants inc.  
215 Saint-Jacques Street, office 1200  
Montreal, Quebec, H2Y 1M6**

**OR**

**By email at the following address: [anciencombattant@mazars.ca](mailto:anciencombattant@mazars.ca)**

**OR**

**By fax at the following number: 514-845-3859**

The Members who will have submitted their claim along with all the required documents, and which has been accepted by the Administrators Mazars, will be entitled to their share of the Settlement amount, calculated on a basis of days spent at Ste-Anne's Hospital between April 1, 2016, and October 31, 2020, multiplied by an identical amount which will be determined in a definitive matter once all the proof of claims will have been processed.

A copy of the judgment rendered September 1<sup>st</sup>, 2021 is attached hereto and available online at the following website: [www.savonitto.com](http://www.savonitto.com)

**D. Who are the attorneys representing the Class Members?**

The legal teams **Legal Services Laurent Kanemy Inc.** and **Savonitto & Ass. Inc.** are the attorneys for the Members of this Class and their coordinates are the following:

**Legal Services Laurent Kanemy Inc.**  
M<sup>e</sup> Laurent Kanemy

**Savonitto & Ass. Inc.**  
M<sup>e</sup> Michel Savonitto  
M<sup>e</sup> Julie Savonitto

Tel: 514-843-4855  
Email: [ikanemy@ncc-lex.com](mailto:ikanemy@ncc-lex.com)

Tel: 514-843-3125  
Email: [veterans@savonitto.com](mailto:veterans@savonitto.com)

**E. How can I ask questions?**

For more information, please visit the following website: [www.savonitto.com](http://www.savonitto.com)

If you have any questions to which the answers cannot be found on the website, please communicate by email or phone with Mazars or the attorneys of the Class at the above-mentioned coordinates.

**F. Interpretation**

This notice is a summary of the judgment rendered on September 1<sup>st</sup>, 2021. In case of a conflict between this notice and the judgment, this notice shall prevail.

**PLEASE DO NOT CALL THE DEFENDANTS OR THE COURT REGARDING  
THE CLASS ACTION REFERRED TO IN THIS NOTICE.**

**This Notice has been approved by the Superior Court of Québec.**